

## **APPEL A COMMUNICATIONS**

### **"A SAFE AND SECURE CANADA" SECURITE, IDENTITE(S) ET TERRITOIRE(S)**

organisée par Eric Tabuteau & Sandrine Tolazzi  
VENDREDI 25 SEPTEMBRE 2009

Les attentats du 11 septembre 2001 eurent comme conséquence moins médiatisée la fermeture totale de la frontière américano-canadienne pendant plus de 24 heures et l'obligation pour l'aviation civile canadienne de gérer dans l'urgence l'atterrissage de 224 vols commerciaux se voyant subitement interdire l'espace aérien américain.

Ces graves dysfonctionnements amenèrent un groupe d'universitaires et d'hommes d'affaires canadiens à proposer, dans les mois qui suivirent, l'instauration d'une "zone de confiance nord américaine" permettant de faire plus efficacement face aux nouvelles menaces terroristes dont le Canada et les Etats-Unis pourraient être les victimes.

Cette réaction sécuritaire immédiate, dictée à la fois par le souci d'offrir une réponse pragmatique à la menace du terrorisme mais aussi par la nécessité de faire face aux pressions des milieux d'affaires canadiens et du gouvernement des Etats-Unis, devait se poursuivre dans les années qui allaient suivre. On notera, par exemple, l'annonce officielle en mars 2005 de la création du Partenariat pour la Sécurité et la Prospérité regroupant le Canada, les Etats-Unis et le Mexique.

Avec l'arrivée au pouvoir de Stephen Harper en 2006 et sa réélection en 2008, la sécurité est devenue un élément incontournable du discours politique canadien, d'où l'insistance sur "A safe and secure Canada" dans le discours du Trône de 2007. L'alliance avec George Bush dans la guerre contre le terrorisme et le renforcement du cadre législatif canadien destiné à la lutte contre la criminalité sont d'ailleurs le reflet de ce discours.

Dans le même temps, un discours qui se veut de plus en plus scientifique et rationnel est utilisé pour faire face à ce que certains (on peut citer Michel Venne, directeur de l'Institut du Nouveau Monde) qualifient de « peur irrationnelle ». La science, à travers la biométrie (analyse morphologique à partir des empreintes digitales ou de l'iris), le scanner corporel ou encore le fichage ADN, apparaît alors comme le seul moyen de contrôler ces phénomènes par essence incontrôlables que sont le terrorisme et la criminalité.

Pourtant, cette mise en avant de la notion de sécurité comme un des principaux enjeux auxquels le Canada doit faire face aujourd'hui n'est pas toujours accueillie avec grand enthousiasme. De nombreux groupes de pression, comme le Conseil des Canadiens, dénoncent la rupture que créent ces nouvelles préoccupations avec la tradition de libéralisme politique et de solidarité sociale chère aux Canadiens, ouvrant la porte à d'évidentes dérives ("profiling" racial exacerbé, dumping social accru) déjà présentes aux Etats-Unis.

La journée d'étude interdisciplinaire **Sécurité, Identité(s) et Territoire(s)** propose donc aux intervenants de s'interroger sur les conséquences de la politique sécuritaire acceptée par Paul Martin et entérinée par Stephen Harper, et d'en étudier l'impact sur la façon dont les Canadiens perçoivent aujourd'hui leur culture, leur identité et leur territoire.

Merci de transmettre vos propositions de communication à Eric Tabuteau ([eric.tabuteau@u-grenoble3.fr](mailto:eric.tabuteau@u-grenoble3.fr)) et Sandrine Tolazzi ([sandrine.tolazzi@u-grenoble3.fr](mailto:sandrine.tolazzi@u-grenoble3.fr)) pour le **22 JUIN 2009**.  
Site CEC 38 : <http://www.pacte.cnrs.fr/spip.php?rubrique123>